

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION



Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION
19e séance
tenue le
jeudi 31 octobre 1996
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 19e SÉANCE

Présidente : Mme ESPINOSA (Mexique)

SOMMAIRE

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX
PERSONNES DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.3/51/SR.19
21 février 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (A/51/12 et Add.1, A/51/206-S/1996/539, A/51/329, 341, 367 et 454)

1. Mme OGATA (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés), présentant son rapport (A/51/12 et Add.1), déclare que le Haut Commissariat des Nations Unies (HCR) est responsable de plus de 26 millions d'êtres humains, dont un peu plus de la moitié sont des réfugiés et le reste des rapatriés, des personnes déplacées dans leur propre pays ou des populations sinistrées par la guerre. Si des progrès ont été accomplis dans la recherche de solutions durables dans de nombreuses régions du monde et si le nombre de personnes dont s'occupe le HCR a légèrement baissé par rapport à 1995, le climat international demeure extrêmement instable et des populations ont récemment été déracinées par des conflits armés dans plusieurs pays. Le mandat que l'Assemblée générale a confié au HCR plus de 45 ans auparavant est aussi valable que jamais.

2. Aussi bien les donateurs que les pays d'asile se préoccupent de plus en plus de ce que coûte fournir aux réfugiés une protection et une assistance pendant des périodes de durée indéterminée. Les mouvements de réfugiés peuvent menacer la sécurité nationale, régionale et même internationale et contribuer à l'instabilité économique et sociale dans les pays d'asile. Néanmoins, Mme Ogata sait gré aux nombreux États qui continuent d'ouvrir leurs frontières à un grand nombre de réfugiés.

3. Le HCR a deux objectifs fondamentaux, étroitement liés l'un à l'autre. Le premier est de continuer à assurer la protection des réfugiés et, en particulier, de veiller à ce que nul ne soit forcé à retrouver une situation dans laquelle sa vie risque d'être en danger. Il se pose un dilemme lorsque l'on abuse du droit d'asile à des fins politiques, économiques ou militaires, mais il importe de protéger les victimes innocentes. Le HCR a suivi de près le débat concernant les mesures à prendre pour combattre le terrorisme, lesquelles ne doivent cependant pas compromettre l'institution de l'asile pour les personnes qui ont véritablement besoin d'être protégées. Le deuxième objectif du HCR est de trouver des solutions efficaces aux crises des réfugiés. Il se pose souvent des problèmes lorsque l'on recherche une solution au problème que représentent les déplacements de populations causés par l'âpreté des conflits, lorsque la volonté politique d'entreprendre un réel processus de réconciliation fait souvent défaut.

4. La région des Grands Lacs africains illustre la complexité des problèmes à résoudre. Il existe manifestement une corrélation entre les crises humanitaires, politiques et de sécurité dans l'est du Zaïre et l'absence de progrès dans le rapatriement des réfugiés rwandais a exacerbé les tensions. Avant que la dernière vague de violence éclate, les camps situés sur le territoire de la République-Unie de Tanzanie et du Zaïre abritaient quelque 1,6 million de rwandais, mélange explosif de réfugiés innocents, de groupes intimidants, de militants et de coupables de génocide. Depuis la reprise des combats, des centaines de milliers de réfugiés et de civils zairois cherchent à nouveau le salut dans la fuite. Le HCR n'a aucun accès à sensiblement plus d'un

/...

demi-million de réfugiés et est confronté à une nouvelle catastrophe humanitaire. Pour contenir la crise, il faudrait négocier immédiatement un cessez-le-feu pour permettre aux forces de secours d'avoir accès aux réfugiés, de fournir une assistance et de protéger la sécurité du personnel des organismes d'aide humanitaire. À moyen terme, il importe de s'attaquer aux causes politiques de la violence pour pouvoir franchir le pas difficile qui mène à la réconciliation et à une paix durable. Ce n'est qu'un règlement politique d'ensemble et pleinement soutenu qui permettra de mettre fin à la catastrophe.

5. La situation en Bosnie-Herzégovine est un autre exemple des défis que sont le rapatriement des réfugiés et la réconciliation. L'on estime que 250 000 personnes, pour la plupart déplacées dans leur propre pays, sont retournées ou se sont réinstallées dans des régions où leur groupe est majoritaire. Les retours à travers les lignes de démarcation des différentes entités ont été rares et se sont heurtés à de sérieux obstacles. Il importe de reconnaître que les populations ont le droit de regagner leurs foyers et de trouver des solutions novatrices aussi bien au plan régional que dans le pays même. Ceux qui ne peuvent pas rentrer dans des conditions de sécurité dans leurs régions d'origine ne devraient pas être forcés à le faire. Mme Ogata est déçue que les élections municipales prévues aient été remises maintes fois car elles auraient offert d'importantes possibilités de réconciliation et de raffermissement de la confiance. Il faut faire clairement comprendre aux parties intéressées que la communauté internationale attend d'elles qu'elles honorent les engagements pris dans l'Accord de Dayton. Il ne sera pas possible de fournir indéfiniment un appui à des autorités qui s'opposent constamment à la mission humanitaire du HCR.

6. En dépit des difficultés rencontrées dans la région des Grands Lacs africains et en Bosnie-Herzégovine, des progrès ont été accomplis dans toutes les régions du monde. Depuis 1994, quelque 3 millions de réfugiés ont été rapatriés. Au Mozambique, la réinsertion pacifique de 1,7 million de réfugiés a permis au HCR de mettre fin à ses opérations dans le pays. De même, le Plan d'action global pour les réfugiés indochinois a été mené à bien après quelque 20 ans d'efforts. Enfin, la décision qu'a prise le Gouvernement mexicain d'offrir aux réfugiés guatémaltèques se trouvant dans le pays la possibilité de s'y intégrer signifie qu'une solution est en vue pour les derniers réfugiés qui restent en Amérique centrale.

7. Ces succès ont montré que l'on peut combiner des initiatives collectives, économiques et humanitaires pour appuyer et faciliter le processus de réconciliation, mais reste à savoir comment faire en sorte que les enseignements ainsi retirés puissent être appliqués dans d'autres régions. Un progrès authentique vers la paix est généralement une condition préalable à toute solution des problèmes de réfugiés. Si la volonté politique des parties directement intéressées est le facteur le plus important pour la paix, une intervention de la communauté internationale peut également jouer un rôle majeur. Mme Ogata fait donc de nouveau appel à la communauté internationale pour qu'elle appuie plus énergiquement les efforts déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Libéria pour mettre fin au triste sort des 750 000 réfugiés libériens.

/...

8. Les pays traumatisés par les conflits ont besoin d'aide pour pouvoir effectuer la difficile transition de la guerre à la paix et au développement. Nombre de réfugiés rentrent dans des pays où l'infrastructure a été dévastée par des années de conflits et où, souvent, la paix n'a pas été pleinement rétablie. Par ses programmes communautaires d'assistance, le HCR s'emploie à améliorer la situation en accordant la priorité à des projets qui peuvent donner des résultats immédiats et ainsi accélérer les activités de relèvement. Il importe de garantir la durabilité de ces projets, et une planification conjointe et une collaboration étroite entre tous les organismes internationaux intéressés peuvent beaucoup y contribuer. Le HCR est pleinement résolu à établir d'étroits rapports de travail afin d'assurer au moment opportun une transition sans heurt entre les activités de secours et de relèvement et les projets de développement.

9. Tout en s'employant énergiquement à trouver des solutions pour les réfugiés, le HCR doit également s'efforcer d'éviter les déplacements inutiles et d'examiner avec tous ses partenaires les mesures à prendre pour prévenir, gérer et régler les déplacements dans le cadre d'initiatives régionales d'ensemble.

10. Trois facteurs clés permettront au HCR de jouer son rôle dans des environnements toujours plus complexes : il faut garantir le respect de son mandat unique, qui est de protéger les réfugiés. Il est essentiel que les États s'engagent, collectivement, à faire face aux situations d'urgence et à régler les crises humanitaires ; enfin, il importe au plus haut point que le HCR soit doté de tous les moyens requis pour s'acquitter de sa mission. Aussi le HCR a-t-il entrepris un processus de réforme interne appelé Projet Delphes, qui devrait aboutir à une plus grande délégation de pouvoirs sur les opérations sur le terrain, à un renforcement des capacités de planification et à une rationalisation de la gestion des ressources humaines. Les donateurs, les pays d'asile qui supportent une lourde charge et, par-dessus tout, les réfugiés méritent que l'action du HCR soit aussi efficace et efficiente que possible.

11. En réponse à une question de M. WESTON (Royaume-Uni) de savoir s'il serait bon d'avoir un seul coordonnateur humanitaire pour l'ensemble de la région des Grands Lacs, Mme Ogata explique que le HCR a déjà un seul coordonnateur ou envoyé spécial chargé des problèmes des réfugiés dans les cinq pays de la région. L'envoyé spécial se déplace dans tous les pays de la région pour faire face aux problèmes qui se posent à mesure qu'ils surgissent et laisse les représentants dans le pays libres de s'acquitter de leurs tâches quotidiennes. Cette approche souple, qu'il est prévu de maintenir, apparaît comme le meilleur moyen de faire face aux problèmes posés par les déplacements de populations, auxquels ne saurait s'attaquer comme il convient un représentant dans un seul pays. L'envoyé spécial s'occupe par conséquent, depuis le début de la crise des Grands Lacs, en 1994, des mouvements de réfugiés, des questions de sécurité et des problèmes de rapatriement dans les cinq pays intéressés.

12. En réponse à une demande de M. AQUARONE (Pays-Bas) d'avoir de plus amples détails sur la réforme institutionnelle et la recherche de solutions durables, Mme Ogata précise que le projet Delphes est le prolongement d'une étude des moyens de rationaliser les activités du HCR. Il a été souligné à cette occasion que de nombreuses procédures et d'aussi larges pouvoirs de décision que possible devraient être délégués aux responsables des opérations sur le terrain, qui sont plus proches des réfugiés. Afin d'assurer l'efficacité des processus

/...

décisionnels, le HCR considère que les responsables sur le terrain devraient être pleinement habilités à gérer les ressources qu'exigent les besoins du pays et la situation. L'envoyé spécial dont Mme Ogata parlait devrait être assisté d'une petite équipe à cette fin. Le nombre de fonctionnaires du siège devra être réduit de 25 pour cent environ, mais le siège demeurera responsable de la fixation des normes, de la collecte de fonds et des comptes à rendre au sujet des activités réalisées. Il faudra dispenser au personnel sur le terrain une formation considérable pour que le système fonctionne de manière satisfaisante, et l'ensemble du processus prendra au moins deux ans. Le projet Delphes contribuera aussi à la recherche de solutions durables en remplaçant les problèmes de réfugiés dans un contexte plus large.

13. En réponse à M. DESAGNEAUX (France), qui a demandé des informations sur les mesures qu'il est envisagé de prendre pour encourager les réfugiés à retourner dans leurs pays d'origine, Mme Ogata explique que le HCR, lors de discussions tripartites avec le Zaïre et le Rwanda, a fait tout ce qui était dans son pouvoir pour encourager un retour des réfugiés dans des conditions sûres et dans la dignité. La plupart des réfugiés proviennent du Rwanda, et le Gouvernement rwandais a essayé, avec la coopération du HCR, de créer des conditions propices à un rapatriement des réfugiés. Toutefois, bien que les femmes et les enfants représentent la majorité des populations des camps, ceux qui y exercent le pouvoir les menacent et les empêchent de regagner leurs pays. Il faudrait fermer les camps ou déplacer les réfugiés pour démanteler les structures du pouvoir dans les camps, ce qui serait difficile. Néanmoins, un aspect positif de la situation dans la région des Grands Lacs est que les populations bougent et que les structures en question sont ainsi ébranlées. Lorsque la situation se sera stabilisée, l'on pourra appliquer un certain nombre d'idées afin de promouvoir le rapatriement des réfugiés, par exemple en améliorant les systèmes d'information et en donnant des assurances plus solides de sécurité aux réfugiés après leur retour dans leurs localités d'origine.

14. En réponse à une question de M. BIGGAR (Irlande) concernant la situation à Goma, dans l'est du Zaïre, Mme Ogata reconnaît que la situation dans ce secteur s'est effectivement détériorée. Une centaine de membres étrangers du personnel de secours sont empêchés de quitter la ville par les combats, et l'aéroport n'est pas assez sûr pour qu'ils puissent partir. Le sort de ces agents internationaux, dont 14 fonctionnaires du HCR, est préoccupant. Il y a six grands camps au nord de Goma, mais toute la population d'au moins trois d'entre eux semble converger vers un camp situé au sud-ouest qui abrite déjà un grand nombre de réfugiés. Une augmentation aussi considérable de leur nombre aura de sérieuses incidences du point de vue de la santé ainsi que de l'approvisionnement en vivres et en eau. Si les combats se déplacent dans ce secteur et s'il y a des bombardements, la situation pourrait devenir catastrophique. Il est essentiel qu'un cessez-le-feu intervienne immédiatement.

15. M. HABİYAREMYE (Rwanda) déclare que son gouvernement a donné tous les encouragements possibles aux réfugiés au Zaïre pour qu'ils rentrent chez eux et se féliciterait de la contribution que ces derniers peuvent apporter à la reconstruction du Rwanda. Il se demande quelles mesures pourraient être adoptées pour retirer des camps tous ceux qui intimident les réfugiés qui souhaitent rentrer dans leurs pays. La crise au Zaïre est un conflit interne

/...

entre l'armée zaïroise et la population locale. Comme l'a déclaré le Haut Commissaire aux réfugiés, il faut mettre fin aux combats pour permettre aux organismes d'assistance de parvenir jusqu'à ceux qui ont besoin d'une aide humanitaire. M. Habiwaremye souhaite savoir comment, de l'avis de Mme Ogata, l'on pourrait imposer un cessez-le-feu.

16. Mme OGATA (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) explique qu'il s'est avéré difficile de séparer les réfugiés de ceux qui cherchent à les intimider étant donné qu'il n'existe aucune définition juridique permettant de déterminer ce qui constitue en fait une intimidation. En outre, étant donné le nombre même de réfugiés, cette tâche serait au-delà des capacités zaïroises et tanzaniennes. Les agents sur le terrain essaient de prévenir toute activité militaire flagrante dans les camps en maintenant l'ordre et en confisquant les armes. Cependant, ils ne peuvent pas mettre fin aux contacts entre les réfugiés et les milices armées qui opèrent en dehors des camps. Les personnes qui cherchent à intimider les réfugiés, lorsqu'elles sont identifiées, sont expulsées des camps par les autorités des pays d'asile. Mme Ogata a récemment eu des pourparlers avec les gouvernements de la République-Unie de Tanzanie et du Zaïre ainsi qu'avec les autorités rwandaises afin de faciliter le rapatriement des réfugiés du Rwanda. Lorsque la fermeture progressive des camps existants commencera, les réfugiés ne voulant pas rentrer dans leurs pays feront l'objet d'un tri par les autorités des pays d'accueil et ceux dont les craintes paraissent fondées se verront accorder asile ou seront réinstallés dans d'autres camps.

17. M. LUKABU KHABOUJI N'ZAJI (Zaïre) fait valoir que la crise au Zaïre n'est pas due à un conflit interne. Les réfugiés ont quitté leurs camps pour échapper à l'agression du Rwanda. Il est à craindre qu'ils ne deviennent un tampon humain entre l'armée zaïroise, qui essaie seulement de défendre son territoire, et les groupes armés, appuyés par les Rwandais, dont les ambitions territoriales sont bien connues.

18. La communauté internationale s'est montrée impassive devant la crise dans la région. L'afflux de réfugiés au Zaïre en 1994 a entraîné d'énormes pertes de vies humaines parmi la population locale par suite de la propagation de maladies. Deux ans plus tard, la situation dans les camps demeure consternante, mais rien n'est fait. Si des mesures énergiques ont été adoptées pour mettre fin à la "purification ethnique" en Bosnie-Herzégovine, l'exclusion par le Gouvernement rwandais d'une population tout entière de son territoire ne suscite aucune réaction et l'on en tient pour responsables ceux dont on dit qu'ils cherchent à intimider les réfugiés. L'on n'a jamais parlé du rôle joué par le Président Bizimungu dans le génocide de 1990. La communauté internationale a assisté, indifférente, aux mesures prises par le Rwanda pour préparer son agression actuelle. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a même levé l'embargo sur les armes imposé à ce pays. Le Zaïre a appelé l'attention sur ces questions au sein de diverses instances des Nations Unies, mais n'a suscité qu'une indifférence totale.

19. Pour ce qui est des Banyamulenge, ces derniers, s'ils pensent avoir été traités injustement par les autorités, devraient présenter un recours par les voies juridiques appropriées plutôt que de prendre les armes. Il y a lieu de

/...

rappeler qu'il ne s'agit pas d'une population autochtone du Zaïre, mais plutôt d'une population transplantée du Rwanda par les colons belges.

20. Le Gouvernement zaïrois appuie la proposition du Secrétaire général tendant à dépêcher un envoyé spécial dans la région. Toutefois, aucune initiative de ce type ne peut aboutir sans la coopération de toutes les parties au conflit. En conséquence, le Zaïre ne participera à la Conférence régionale envisagée qu'après le retrait de son territoire des meurtriers sans merci qui, au début de la semaine, ont achevé l'archevêque de Bukavu. Le représentant du Zaïre demande instamment à la communauté internationale d'exercer des pressions dans ce sens sur les autorités rwandaises.

21. Mme OGATA (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) exprime le profond regret que lui inspire la disparition de l'archevêque de Bukavu. Pour ce qui est du sort des réfugiés au Zaïre, le HCR n'a qu'une liberté d'action très limitée aussi longtemps que les combats persistent. Mme Ogata a fait par conséquent appel à toutes les parties pour qu'elles mettent fin à la violence. Elle espère que les réfugiés ne deviendront pas des personnes déplacées dans le pays même où ils ont cherché refuge. Elle rappelle, à cet égard, que le HCR opère depuis longtemps dans la région, ayant établi un bureau à Bujumbura dès 1959.

22. M. REYES RODRÍGUEZ (Cuba), se référant au paragraphe 15 du rapport du Haut Commissaire (A/51/12), souhaiterait savoir quelles conséquences aurait la proposition d'interpréter de façon plus libérale les instruments internationaux relatifs aux réfugiés et quelles mesures le HCR a adoptées pour alléger la charge que les afflux des réfugiés représentent pour les pays en développement.

23. Mme OGATA (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) déclare qu'il devient de plus en plus difficile d'établir une distinction entre ceux qui cherchent véritablement asile et les migrants économiques. Aussi les règles relatives au droit d'asile sont-elles appliquées de manière toujours plus restrictive. S'il est certain que des procédures doivent être mises en place pour détecter les abus du système de l'asile, il est à craindre que certains ne se voient pas donner une possibilité raisonnable d'exposer leurs cas. Il importe au plus haut point d'aider les pays d'accueil à faire face à l'impact que l'afflux de réfugiés peut avoir sur leur infrastructure sociale, leur environnement et leur sécurité nationale. Au cours de l'année écoulée, grâce à l'appui généreux des pays donateurs, le HCR a pu mobiliser suffisamment de ressources pour mener à bien tous les programmes prévus pour 1996. Néanmoins, il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de répondre à tous les besoins des pays d'accueil.

24. M. REJN (Belgique) fait observer que, vu l'ampleur de la crise au Zaïre, se référer à l'histoire n'a guère de sens. Comme l'a déclaré le Haut Commissaire, il importe de s'attaquer aux causes politiques de la violence si l'on veut éviter de nouvelles tragédies humaines. À cette fin, la communauté internationale doit appuyer la proposition du Secrétaire général tendant à dépêcher un envoyé spécial dans la région avec un large mandat pour aplanir les divergences de vues entre les différentes parties au conflit. L'organisation ultérieure d'une conférence régionale pourrait également être un élément extrêmement constructif, et l'Organisation des Nations Unies devrait s'employer

/...

plus activement à jouer un rôle de médiateur. Il se peut que les combats au Zaïre forcent de nombreux réfugiés à retourner au Rwanda. M. Rejn se demande comment les autorités rwandaises feront face à un tel afflux.

25. Mme OGATA (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) déclare que les camps dans la région abritent actuellement 1,6 million de réfugiés rwandais. La communauté internationale doit aider le Gouvernement rwandais à reconstruire l'infrastructure du pays pour se préparer à leur rapatriement. Le HCR, pour sa part, renforcera progressivement ses activités au Rwanda à mesure que son assistance dans les camps sera moins nécessaire. Il est clair que le Gouvernement rwandais ne pourra pas faire face à la situation si tous les réfugiés rentrent simultanément.

26. M. HABONIMANA (Burundi) pense, comme les orateurs qui l'ont précédé, que le conflit dans la région a été provoqué par des éléments politiques. La Conférence régionale proposée par le Secrétaire général fournira une occasion de les aborder. Contrairement à ce qu'affirme le Gouvernement zaïrois, le Burundi n'a joué aucun rôle dans le conflit au Zaïre et n'a aucun désir de fomentier des troubles dans ce pays. M. Habonimana se féliciterait de ce qu'une mission de vérification soit envoyée au Burundi pour faire enquête sur les allégations en question.

27. Mme OGATA (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) remercie le Burundi d'avoir donné asile aux réfugiés rwandais depuis si longtemps et déclare que presque tous sont rentrés sains et saufs au Rwanda. De plus, au cours des quelques journées écoulées, environ 3 000 Burundais affectés par les combats à Uvira (Zaïre) sont rentrés au Burundi.

28. Mme CASTRO de BARISH (Costa Rica) se félicite de la coopération qui s'est instaurée entre le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut Commissariat pour les réfugiés et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour élaborer des normes et des principes conjoints pour la programmation de l'assistance aux réfugiés, y compris aux enfants réfugiés. Elle souhaiterait savoir si l'assistance fournie aux enfants réfugiés non accompagnés tient compte de la situation particulière des filles et si des mesures spéciales sont prises à leur intention.

29. Mme OGATA (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) précise que l'on a accordé beaucoup plus d'attention, dernièrement, à la protection des enfants réfugiés, spécialement des filles, et que l'UNICEF, le CICR et les organisations non gouvernementales intéressées collaborent étroitement dans ce domaine. À titre d'exemple de cette collaboration, Mme Ogata mentionne l'initiative pour les femmes bosniaques qui a mis les femmes et les filles mieux à même de se défendre et de participer aux efforts nationaux de relèvement et de réconciliation. De tels programmes serviront de modèle aux activités futures, spécialement au Rwanda.

30. Mme MSUYA (République-Unie de Tanzanie) exprime au Haut Commissaire la reconnaissance de sa délégation pour les efforts incessants qu'elle déploie pour secourir les réfugiés dans la région des Grands Lacs africains.

/...

31. M. LUKABU KHABOUJI N'ZAJI (Zaïre), en réponse au représentant de la Belgique, déclare que son pays appuie la mission de l'envoyé spécial que le Secrétaire général a dépêché dans la région des Grands Lacs pour faciliter le règlement de la crise.

32. M. FAREED (Département des affaires humanitaires), présentant le rapport du Secrétaire général intitulé "Nouvel ordre humanitaire international" (A/51/454), fait un bref historique des efforts entrepris par les Nations Unies pour mettre en place un nouvel ordre humanitaire international depuis 1981. Depuis lors, le Secrétaire général a présenté huit rapports sur cette question et a communiqué à l'Assemblée générale les vues de 48 gouvernements et de plusieurs institutions spécialisées et organisations non gouvernementales. Le rapport à l'examen reproduit les réponses reçues de Monaco, de la Turquie et du Bureau indépendant pour les questions humanitaires.

33. M. LEGWAILA (Botswana), parlant au nom de la Communauté de développement d'Afrique australe, applaudit l'oeuvre accomplie par le HCR en Afrique australe et mentionne un récent mémorandum d'accord conclu entre la Communauté et le HCR afin de mettre en place un cadre de coopération entre eux.

34. Si la communauté internationale a la capacité d'empêcher que des conflits éclatent, il serait bon aussi de tenir les belligérants pour responsables des attaques ou des mauvais traitements perpétrés contre des civils et contre le personnel des organismes de secours. La création de tribunaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie est un élément encourageant, de même que le sont les efforts de création d'une cour de justice pénale internationale, mais il faut doter ces organes de ressources suffisantes.

35. Les mines antipersonnel sont un sérieux obstacle au retour des réfugiés en Afrique australe, et la communauté internationale devrait intensifier ses efforts de déminage à des fins humanitaires. En outre, les États de la région devront promouvoir le rapatriement des réfugiés, et une réinsertion durable de ces derniers devrait être appuyée par la fourniture d'une aide au relèvement et au développement de leurs pays d'origine.

36. Mme OAKLEY (États-Unis d'Amérique) pense qu'une stratégie coordonnée doit être élaborée pour faire face à la situation d'urgence qui existe dans la région des Grands Lacs africains, mais les ressources étant limitées et de plus en plus rares, les pays d'origine et d'asile dans la région doivent également assumer une plus grande responsabilité.

37. La délégation des États-Unis est convaincue qu'il faut rechercher des solutions durables et le HCR a élaboré des approches novatrices et globales pour faire face aux déplacements massifs de populations. Les efforts de rapatriement volontaire devraient combiner des activités de développement durable, une approche communautaire et une aide aux communautés d'origine des réfugiés. La délégation des États-Unis sait gré au HCR de savoir aller jusqu'au bout de son analyse dans une étude des moyens d'assurer un désengagement méthodique tout en élaborant des stratégies d'ensemble.

38. Les États-Unis appuient énergiquement les efforts entrepris conformément à la résolution 1995/56 du Conseil économique et social pour resserrer la

/...

coordination de l'aide humanitaire d'urgence ; selon eux, le Comité permanent interorganisations est le meilleur organisme existant de faciliter une intervention rapide et efficace en cas de situations d'urgence complexes. Il faut aussi appliquer et renforcer le principe humanitaire selon lequel les réfugiés ne doivent pas être refoulés, que ce soit de l'intérieur de l'État d'accueil ou de sa frontière, s'ils risquent d'être persécutés ou torturés.

39. M. MUKASA-SSALI (Ouganda) relève qu'une solution aux problèmes des réfugiés dans la région des Grands Lacs africains continue d'échapper aux parties intéressées et la situation dans cette région est récemment devenue critique. Le HCR doit être félicité des tentatives qu'il fait pour promouvoir une coopération plus étroite entre les organismes des Nations Unies, pour lutter contre la faim et les épidémies, particulièrement parmi les femmes et les enfants réfugiés, et pour faire face aux problèmes environnementaux que provoque dans les pays hôtes la présence, pendant des périodes prolongées, de vastes populations de réfugiés.

40. Le HCR a mis en route avec succès plusieurs programmes de rapatriement des réfugiés en Érythrée, au Soudan et à Djibouti mais, ailleurs, les efforts de rapatriement n'ont pas été aussi efficaces du fait de conflits régionaux ou d'autres circonstances défavorables. Les principaux pays d'asile de la région des Grands Lacs sont parvenus à un consensus, à savoir qu'il faut accélérer le rapatriement volontaire pour empêcher que les tensions ne s'aggravent parmi les communautés de réfugiés. Si une assistance à court terme a déjà été fournie pour régénérer l'environnement et réparer l'infrastructure dégradés par la présence prolongée de réfugiés, les pays d'asile demandent instamment à la communauté internationale de répondre plus généreusement à leurs besoins.

41. M. KONISHI (Japon) exprime la profonde reconnaissance de sa délégation au HCR et réaffirme qu'elle continuera d'appuyer ses activités. Regrettablement, il existe bien des foyers d'instabilité dans le monde. Le Japon est particulièrement préoccupé par le tour qu'ont récemment pris les événements dans l'est du Zaïre. Il apparaît de plus en plus clairement que, pour trouver une solution durable aux problèmes des réfugiés, assistance et protection ne suffiront pas. Il faut élaborer une approche globale tenant compte des caractéristiques spécifiques des situations qui appellent une intervention de la communauté internationale dans des domaines extrêmement divers.

42. Le Japon apprécie hautement les activités réalisées par le HCR pour mettre en oeuvre de petits projets communautaires visant à ouvrir la voie au rapatriement et à la réinstallation des réfugiés ainsi que de ses efforts de réconciliation tendant à faciliter un règlement pacifique des conflits. Toutefois, ces tâches relèvent de la responsabilité de la communauté internationale tout entière, et particulièrement du système des Nations Unies. Si le HCR peut jouer un rôle important, par exemple en encourageant la création d'un environnement propice à la recherche d'une solution pacifique, c'est essentiellement aux parties intéressées et à des organes comme le Conseil de sécurité et les organisations régionales qu'il incombe essentiellement de trouver des formules pouvant déboucher sur le rétablissement de la paix. Il est bon que le HCR réalise des projets pouvant stimuler la reconstruction des économies, mais ce sont des organismes comme le PNUD et la Banque mondiale qui devront fournir une assistance à grande échelle pour permettre une

/...

reconstruction et un relèvement après les conflits. La prévention des conflits est une tâche qui relève de la responsabilité des États intéressés et du Conseil de sécurité et non du HCR. Dès 1997, le Japon participera aux discussions que doit avoir le Conseil de sécurité au sujet du maintien de la paix et de la sécurité. Le Japon est résolu à contribuer au maintien de la paix et de la stabilité mondiale, question qui doit être envisagée non seulement des points de vue politique et militaire mais aussi dans une perspective plus large allant des questions humanitaires et des droits de l'homme au développement.

43. Le mieux, pour coordonner les activités humanitaires sur le terrain, est de confier cette tâche à l'organisme chef de file ayant l'expérience de ces questions et une présence permanente sur place. Le rôle qu'a joué le HCR dans l'ex-Yougoslavie est le meilleur exemple de coordination assurée par un tel organisme chef de file. Le Japon apprécie hautement l'initiative qu'a prise le HCR de mettre en route des projets pouvant avoir des résultats immédiats afin de lancer la phase initiale du processus de relèvement. Pour les activités de relèvement à grande échelle, cependant, les organismes de développement devront fournir rapidement une assistance en étroite coordination avec le HCR. Il est donc essentiel de mettre en place un organisme de coordination efficace.

44. Le Japon félicite vivement le Haut Commissaire de ses initiatives hardies de réforme et appuie sans réserve les orientations vers lesquelles se dirige le HCR, même si les détails et les incidences à longue échéance du projet de réforme doivent être étudiés plus avant. Il faut aussi garantir la sécurité du personnel qui participe aux opérations d'aide humanitaire, notamment en appliquant dès que possible la Convention sur la sécurité du personnel des organismes des Nations Unies et des organismes associés.

45. M. DAVID (Israël) rappelle que, depuis sa création, Israël a été un pays d'immigration et un havre pour les réfugiés. Les gouvernements israéliens qui se sont succédés au pouvoir et les citoyens du pays ont adopté des mesures extraordinaires pour faciliter l'absorption des immigrants. Israël a adhéré à de nombreuses conférences internationales relatives aux réfugiés et a renforcé sa participation aux missions d'aide humanitaire des Nations Unies dans les régions comme le nord du Zaïre, le Rwanda, le Burundi et l'Angola. C'est son désir de secourir les réfugiés qui a conduit Israël à décider d'absorber au sein de sa société les "réfugiés de la mer" du Viet Nam ainsi que des réfugiés musulmans de Bosnie-Herzégovine. Israël est résolue à continuer de contribuer au bien-être des réfugiés, aux échelons aussi bien national qu'international, à promouvoir la coopération internationale, à fournir une assistance et à partager l'expérience qu'elle a acquise et à apprendre de l'expérience des autres pays dans l'intérêt de tous les réfugiés du monde.

46. M. AGGREY (Ghana) fait observer qu'une tragédie humanitaire de proportions inimaginables se poursuit dans la région des Grands Lacs africains. Des déplacements massifs de réfugiés se produisent aussi dans d'autres régions du monde. Le moment est venu pour la communauté internationale d'examiner le mandat du HCR et les moyens mis à sa disposition pour lui permettre de faire face à la multiplication récente de situations d'urgence complexes ainsi qu'aux problèmes posés par les personnes déplacées dans leurs propres pays. Une formule possible consisterait à élaborer une déclaration des principes applicables du droit des réfugiés en particulier du droit humanitaire

/...

international en général, en tenant compte de l'expérience acquise par le HCR et les organismes qui lui sont associés sur le terrain. Il est en effet dans l'intérêt bien compris de tous les États de rechercher une solution globale aux problèmes des réfugiés afin de garantir la sécurité collective.

47. L'on ne peut pas attendre du HCR qu'il résolve la situation à lui seul, spécialement si l'on considère que l'ampleur des flux de réfugiés et la complexité des facteurs qui en ont fait des réfugiés exigent une intervention globale dans des domaines très divers. Il ressort clairement de la situation dans la région des Grands Lacs que la prolifération incontrôlée d'armes dans les camps de réfugiés, les traumatismes psychologiques qu'ont subis les réfugiés et les dommages massifs causés aux structures économiques et sociales et à l'environnement sont des problèmes qui appellent une action de la communauté internationale dans son ensemble.

48. La délégation ghanéenne se félicite des travaux réalisés par le Comité permanent interorganisations sous les auspices du Département des affaires humanitaires. À ce propos, la résolution 1995/56 du Conseil économique et social relative à la coordination de l'aide humanitaire d'urgence est une initiative qui vient à son heure. Cette résolution devrait permettre de resserrer la coordination entre les activités de secours et de relèvement et les activités de développement réalisées au profit des pays et des peuples intéressés, spécialement dans un but de reconstruction après les conflits.

49. M. ABOUL-MAGD (Égypte) félicite le Haut Commissaire des résultats obtenus, d'autant que les ressources disponibles ont été minces. Les conflits sont fréquemment complexes et tendent à dépasser les frontières politiques et à créer des problèmes humanitaires qui doivent être réglés à l'échelon régional, en coordination entre les gouvernements et les organismes des Nations Unies. L'élaboration de stratégies individualisées adaptées à des situations spécifiques et la formulation de projets de nature à avoir un impact immédiat constituent une approche prometteuse.

50. L'Afrique renferme le tiers de tous les réfugiés du monde et absorbe près de la moitié des ressources du HCR, qui diminuent alors même que sa charge de travail s'alourdit. La communauté internationale se doit d'appuyer le HCR en se montrant généreuse lors des conférences pour les annonces de contributions. Dans la région des Grands Lacs en particulier, le problème fait intervenir non seulement des considérations humanitaires mais aussi des aspects politiques, économiques et sociaux. Le principe du rapatriement volontaire est capital et les États d'accueil ne doivent adopter aucune mesure coercitive. Il n'en demeure pas moins que ces États supportent une lourde charge qui met à rude épreuve aussi bien leurs ressources économiques et environnementales que leur stabilité et leur sécurité.

51. La situation en Bosnie-Herzégovine montre que le HCR continue de jouer un rôle de coordination dans la réinstallation des réfugiés conformément à l'Accord de Dayton. Le retour et l'indemnisation de ces réfugiés, et des autres, y compris les réfugiés de Palestine, doivent continuer d'être une question prioritaire pour l'Organisation des Nations Unies.

/...

52. M. dos SANTOS (Mozambique) fait savoir qu'en juin 1996, le Gouvernement mozambicain et le HCR ont mené à bien le rapatriement et la réinstallation d'environ 1,7 million de Mozambicains qui avaient cherché refuge dans les pays voisins. Ce programme, considéré comme la plus vaste et la plus réussie des opérations entreprises sous les auspices du HCR, a été rendu possible par le désir ardent des réfugiés de regagner leurs pays ainsi que par le rôle positif joué par la communauté internationale. Le Mozambique attache une grande importance à la solidarité que lui ont manifestée tous les pays voisins pendant de longues années de conflits et d'incertitudes. Il faut espérer que les enseignements tirés du succès de l'opération de rapatriement volontaire et de réinsertion des réfugiés mozambicains encourageront les autres pays à appliquer des approches semblables. Le Mozambique dispose d'importantes capacités nationales ainsi que d'experts formés qui pourraient être utilisés dans ce domaine dans n'importe quelle région du monde.

53. Le Gouvernement mozambicain continue néanmoins à s'occuper de la réinstallation et de la réinsertion des personnes déplacées dans le pays, à démobiliser les militaires et à améliorer les conditions de vie des populations nouvellement arrivées. Le Mozambique espère que la communauté internationale appuiera les efforts qu'il déploie ainsi pour panser les plaies causées par la guerre et améliorer les conditions de vie de tous les citoyens. Il est important aussi que la communauté internationale continue d'aider le Mozambique dans ses activités de déminage afin de consolider la paix et d'encourager les populations à regagner leurs localités d'origine et à reprendre leurs activités agricoles. La création de moyens nationaux de déminage revête une importance capitale pour le Mozambique et ce type d'activité devrait recevoir la priorité lorsqu'une assistance est fournie aux pays qui sortent d'un conflit majeur.

54. M. LAKATOS (Hongrie) déclare que les droits de l'homme ne peuvent pas être considérés comme relevant des affaires intérieures d'un État quel qu'il soit et que les gouvernements doivent être tenus pour responsables des violations des normes internationalement reconnues en matière des droits de l'homme et doivent traduire en justice ceux qui commettent de sérieuses violations des droits de l'homme. Le problème des réfugiés ne pourra être résolu que dans une optique globale et intégrée qui tende à éliminer les causes profondes des conflits, notamment grâce à l'élaboration d'une politique appropriée en matière de droits de l'homme. Les mécanismes tendant à renforcer la protection des réfugiés et à les secourir doivent être étroitement reliés aux mécanismes de diplomatie préventive. Toutefois, le rôle joué par le HCR ne saurait se substituer à la responsabilité qui incombe aux gouvernements de mettre fin aux violations du droit humanitaire.

55. La prévention est le meilleur moyen de protéger ceux qui risquent de devenir des réfugiés. En matière de droits de l'homme, une action préventive peut empêcher l'effondrement des pouvoirs constitués et le déclenchement de conflits. Toutefois, les activités préventives ne doivent pas être considérées comme un substitut au droit d'asile. En outre, les efforts de prévention ne peuvent être couronnés de succès que s'il existe un système efficace d'alerte rapide, lequel devrait fonctionner en étroite collaboration avec le HCR pour qu'il soit possible d'élaborer des stratégies visant à éviter des déplacements massifs de populations.

56. Une magistrature impartiale et une législation appropriée sont deux éléments essentiels à la protection des droits de l'homme dans l'administration de la justice. La Hongrie se félicite des efforts faits par le HCR pour aider les gouvernements à renforcer leurs capacités juridiques et judiciaires nationales et à incorporer à leur droit interne les normes juridiques internationales applicables aux réfugiés. Le moyen le plus sûr d'aller au-devant des problèmes humanitaires causés par l'homme est d'assurer une supervision directe du respect des droits de l'homme sur le terrain. En soi, la présence de témoins extérieurs peut avoir un effet dissuasif. Le moyen le plus satisfaisant de résoudre le problème des réfugiés est de leur garantir une protection temporaire avant de promouvoir leur rapatriement volontaire dans des conditions de sécurité et dans la dignité. À ce propos, M. Lakatos souligne l'importance du rapatriement volontaire fondé sur le principe de non-refoulement consacré en droit international. Les réfugiés doivent, pour pouvoir prendre une décision quant à leur retour, avoir accès à des informations suffisantes sur la situation qui prévaut dans leurs pays d'origine.

57. La Hongrie se félicite de ce que le HCR ait pris l'initiative de constituer REFWORLD, ensemble de base de données qui sera extrêmement utile pour l'élaboration des politiques et l'appui aux opérations. Elle apprécie hautement les activités importantes réalisées par les organisations de la société civile, dont le concours est indispensable pour appuyer les efforts de lutte contre la xénophobie et la discrimination raciale. L'éducation en matière des droits de l'homme peut aussi beaucoup contribuer à éliminer ces phénomènes. Par ailleurs, les accords de paix et les programmes de relèvement après les conflits doivent refléter le principe du respect des droits des minorités. En ce qui concerne l'application de l'Accord de Dayton en Bosnie-Herzégovine, il semble que le retour et la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées sera un processus de longue haleine qui devra être solidement appuyé par la communauté internationale. Il y a lieu, à ce propos, de rendre hommage à l'oeuvre louable que réalise le HCR en secourant des dizaines de milliers de déracinés.

La séance est levée à 13 h 15.